

Roger Fraenkel, Joffre l'imposteur (2014)

I. Le drame d'août 1914.

Guerre attendue par le personnel politique et militaire : « Y penser toujours, n'en parler jamais » Gambetta.

Population française attachée à l'armée : monument du Ballon des Ternes de Bartholdi, popularité du général Boulanger.

L'état-major français dispose depuis 1904 du plan d'attaque allemande de von Schlieffen. La France se prépare au combat avec la formation de la Triple Entente et le plan XVII de 1913.

Mobilisation le 2 août 1914. L'offensive devient un dogme. Selon les chiffres officiels, 370 000 hommes perdus pour le seul mois d'août 1914.

Joseph Joffre est un polytechnicien docile (pour éviter le risque du général victorieux politiquement dangereux), sans expérience de guerre en Europe et initié par de Castelnau. En 1911 le général Michel, chef d'état-major, est désavoué pour son plan défensif, Joffre devient chef d'état-major et s'entoure du commandant Gamelin et du général Berthelot.

Raymond Poincaré est un avocat lorrain qui veut le retour de l'Alsace-Lorraine à la France. Il va élaborer les arguments juridiques pour prouver les responsabilités de l'Allemagne dans la guerre et suppléer les insuffisances militaires à la fin de la guerre. En janvier 1912 le gouvernement Caillaux tombe, Joseph Caillaux était un inspecteur des finances opposé à la guerre et qui souhaitait le partage de l'Autriche-Hongrie pour négocier l'Alsace. Formation du gouvernement Poincaré où Poincaré s'octroie le ministère des Affaires étrangères. Réunion secrète le 21 février 1912 au Quai d'Orsay sans le président Fallières, Joffre propose d'anticiper l'attaque allemande par la Belgique. Sa position pose problème car le traité de 1831 garantit la neutralité belge, la violer ferait perdre le soutien anglais. On décide d'attendre l'attaque allemande en Belgique ou d'attaquer en Alsace. En 1913, Alexandre Izvolski (ministre russe des affaires étrangères puis ambassadeur en France) paie les parlementaires pour faire élire Poincaré président de la République. « Je crains bien que la guerre ne soit entrée à l'Elysée » Armand Fallières.

=> Selon l'auteur à propos de Joffre et Poincaré : « Marcher à la guerre sur le refrain de la paix. »

Le 2 août 1914, 600 000 allemands envahissent la Belgique. Le 5 août le roi des Belges permet aux alliés d'intervenir sur le sol belge. Le 12 août le roi supplie les alliés de venir l'aider, mais Joffre ne bouge pas et lance des offensives en Lorraine où les Allemands retranchés massacrent les Français par l'artillerie.

3 fautes commises à la frontière belge : 1) Offensives ardennaises stoppées aux

fortifications sans plan défensif. Recul français de centaines de km.

2) 500 000 réservistes sont interdits de première ligne alors que Joffre savait que le plan allemand de 1913 incorporait les réserves comme troupes actives. Résultat : 950 000 Français doivent faire l'offensive à outrance à 1 400 000 Allemands. Joffre ment au ministère de la Guerre sur la supériorité numérique.

3) Le plan des opérations est tenu confidentiel. Joffre n'informe pas des buts recherchés.

La bataille des Frontières est une défaite. Devant le gouvernement, Joffre rejette la faute sur les exécutants et blanchit le Haut Commandement.

II. L'affaire des limogeages.

Adolphe Messimy, ministre de la Guerre, a voulu Joffre en 1911 tandis que **Caillaux** voulait **Joseph Gallieni**. Messimy accepte la version de Joffre de trouver des coupables.

Le Haut Commandement empêche les fuites d'informations du front avec la censure et l'interdiction des non-militaires au front, à tel point que le président Poincaré évoque de la désinformation. Messimy reçoit donc des nouvelles apaisantes, ce qui va sauver Joffre. Les officiers de liaison ont officiellement pour rôle de vérifier l'exécution des ordres du GQG, mais dans la réalité ils font de l'espionnage pour le limogeage des généraux.

Deux décrets du 15 août 1914 instaurent : -pleins pouvoirs à Joffre pour les mises en retraite.

-la non-motivation de la décision d'écartement. Les officiers sont convoqués à Bordeaux où soit passent en réserve avec solde entière, soit mis en retraite pour raison disciplinaire avec demi-solde.

En 1914, il y avait 320 généraux dont 272 nommés par Joffre. 150 seront limogés.

Entre 1890 et 1900, l'Ecole Supérieure de Guerre avait une doctrine d'économie des forces (frapper les points faibles avec beaucoup de moyens) et de sûreté (préparer et protéger par l'artillerie).

Mais la guerre des Boers de 1899-1902 et la guerre russo-japonaise de 1905 ont changé le paradigme de la guerre. En 1911 est adoptée la doctrine de l'offensive à outrance tandis que 80% des morts de la guerre seront dus à l'artillerie. En 1914 le général de Castelnau est révolté par l'offensive sur Morhange.

De plus le limogeage incite les généraux à surenchérir, il est devenu suspect de revenir avec peu de pertes.

Les moyens du service de Santé sont catastrophiques : 6000 brancards pour 400 000 blessés, les blessés sont évacués dans des fourgons et des charrettes, 150 trains sanitaires dont 145 sont des wagons à bestiaux avec de gros soucis d'hygiène.

L'armée française commence la grande retraite le 25 août 1914. C'est la désorganisation totale, Messimy saute, **Alexandre Millerand** devient ministre de la Guerre. Le 29 août Millerand annonce un front de la Somme aux Vosges, l'opinion publique croyait que les Allemands étaient encore en Belgique.

III. Joffre le vaincu de la Marne.

Le gouvernement ne veut pas quitter Paris mais le 30 août la capitale est bombardée. Tensions au GQG où Berthelot veut une retraite pour piéger les Allemands tandis que Gamelin veut accepter le combat.

Le 1^{er} septembre 1914, réunion de crise à l'ambassade anglaise : le **général French** propose une bataille de la Marne tandis que **von Klück** dévie de Paris et se dirige vers Château-Thierry.

Mais Joffre ne veut pas la Marne. Le Conseil de Guerre du 2 septembre choisit de se réfugier et fortifier au sud de la Seine. Joffre refuse de cesser la retraite, le gouvernement quitte Paris dans la nuit du 2 au 3 septembre, les généraux **Ruffey** et **Lanrezac** sont limogés. **Le général Gallieni** est nommé Gouverneur de Paris, il sait que la bataille dans Paris serait perdue, il veut combattre hors les murs.

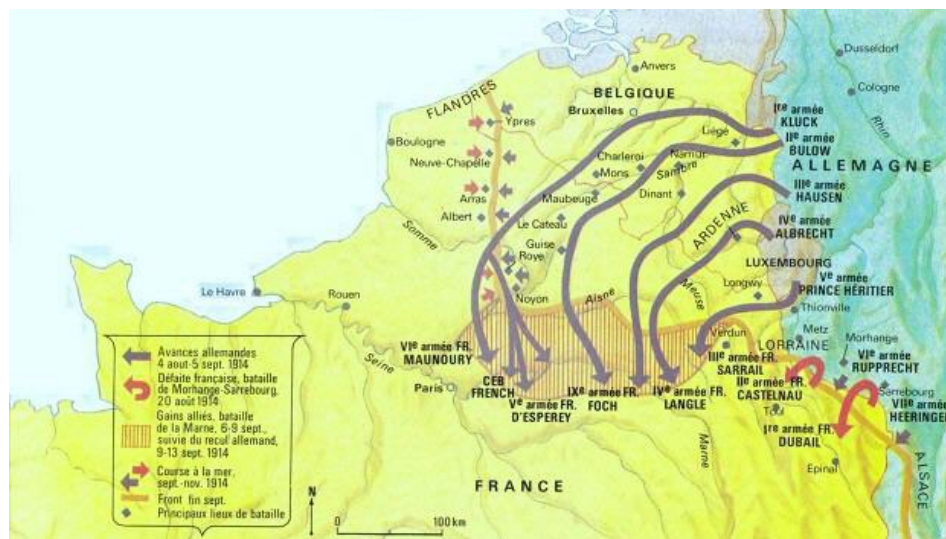
Dans la nuit du 3 au 4 septembre, Gallieni reçoit un télégramme du **colonel Huguet** l'informant que Von Klück se dirige vers la Marne. Gallieni appelle Joffre à 2h du matin pour l'informer qu'il attaque, Joffre accepte.

Joffre voulait se battre en Bourgogne, le **général Franchet d'Esperey** envoie 2 notes où il prend la responsabilité de l'attaque et présente le déroulement.

Le 5 septembre les Anglais confirment leur participation à l'attaque. Le 6 septembre Joffre informe le ministre de la Guerre de l'attaque, afin d'écarter Gallieni en cas de réussite ou de compromettre le gouvernement en cas d'échec.

La bataille commence le 5 septembre à 12h30, lorsque la 55^{ème} division de la 6^{ème} armée de Maunoury est accrochée par le 4^{ème} Corps de réserve de **von Gronau**. Le même jour **Charles Peguy** est tué à Villeroy.

Joffre rétablit la cour martiale par peur que les soldats soient réticents au combat.



Le 3 septembre Joffre avait décidé de déménager le GQG. Le 4 septembre il déménage de Bar-sur-Aude à Chatillon-sur-Seine. Joffre est donc à 290km de la bataille, de quoi montrer en cas d'échec que Gallieni a forcé la bataille. Joffre souhaitait attaquer vers le 6-7 septembre mais von Moltke avait ordonné de remonter se retrancher à l'est de Paris, ce qui aurait fait échouer l'attaque.

Dans ses *Mémoires*, Joffre prétend avoir décidé de la bataille de la Marne et en avoir rédigé l'Ordre du Jour le 4 septembre, pour une attaque le 7. Il prétend avoir ensuite décidé d'avancer la bataille au 6, suite à la consultation des généraux. La réalité montre Joffre pris de court par l'initiative de Gallieni, temporisant afin de faire porter à Gallieni un possible échec de l'offensive, et qui rédige finalement son Ordre du Jour le 5 pour une publication le 6. Cet Ordre du Jour proclame : « Au moment où s'engage une bataille dont dépend le salut du pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière. Tous les efforts doivent être employés à attaquer et à refouler l'ennemi. Une troupe qui ne peut plus avancer devra coûte que coûte, garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer. Dans les circonstances actuelles, aucune défaillance ne peut être tolérée ».

Cet Ordre du Jour est étonnamment écrit de la part d'un chef d'état-major qui refusait de cesser la retraite. De plus Joffre s'enferme dans une doctrine du sacrifice humain, négligeant les aspects de la guerre moderne, tandis qu'il est en sécurité à 290km du front !

Von Kluck est étonné du courage des Français après 10 jours de retraite.

Von Kluck se rabat pour attaquer la gauche de la 6^{ème} armée du général Maunoury, Paris envoie 600 taxis transporter 6000 soldats.

Une brèche de 40 km se forme entre la Ferté-sous-Jouarre et Montmirail car la 1^{ère} et la 2^{ème} armée de von Bülow sont bloquées par la 9^{ème} armée de Foch. Mais la cavalerie n'est pas envoyée.

Le 13 septembre Franchet d'Esperey envoie le 18^{ème} Corps de cavalerie dans la brèche vers le Chemin des Dames. Mais les canons de 75 n'arrivent pas. Le 18^{ème} Corps se replie et la brèche se referme. Sissonne aurait dû être la victoire finale de la Grande Guerre !

Le 15 septembre les Allemands creusent des tranchées dans le Soissonnais. La course à la mer commence avec les batailles d'Ypres et de l'Yser.

10 départements sont occupés (les plus riches, les plus industrialisés et les plus peuplés), 539 000 hommes sont hors de combat seulement pour août et septembre 1914, et 5000 officiers sont perdus.

Malgré cela, Joffre reçoit la médaille Militaire le 26 novembre par le président Poincaré.

IV. Postures et impostures.

Au GQG, personne n'est issu de l'infanterie alors que 90% des combattants sont des fantassins. Comment peuvent-ils comprendre les soldats ?

Le président Poincaré était l'avocat du Comité des forges, le puissant lobby patronal de la sidérurgie.

En octobre 1915, René Viviani tombe et Aristide Briand devient chef du gouvernement. Briand avait participé aux campagnes de dénigrement de Caillaux avant la guerre car ce dernier voulait un impôt sur le capital pour financer la guerre.

Briand comprend le problème Joffre et le fait généralissime le 2 décembre 1915 afin qu'il soit secondé.

Le 11 décembre Joffre nomme Castelnau chef d'état-major sans aucun décret du gouvernement.

Le ministre de la Guerre Alexandre Millerand ne connaît rien à l'armée, il fait confiance à Joffre. En octobre 1915 il est remplacé par Gallieni.

Gallieni est exclu des commandes des opérations, il est malade et surveillé par le président Poincaré. En conseil des ministres, il lit « Note sur le Haut Commandement », cette note est refusée par les ministres, puis révélée en 1916 par André Maginot lors des comités secrets, mais interdite de lecture devant les députés par Briand.

Gallieni meurt le 27 mai 1916, obtient des funérailles nationales boudées par Joffre.

En 1915, 1 430 000 hommes sont hors de combat pour aucune avancée.

V. Le traquenard de Verdun.

Le GQG refuse de fortifier le front car l'objectif est de bouter les Allemands. Les Français vivent dans des tranchées à ciel ouvert.

Le décret du 5 août 1915 permet à Joffre de disposer des garnisons des places fortes et du matériel. Joffre fait désarmer les forts prévus par le système Séré de Rivière.

Autour de Verdun se trouvent 20 forts dotés de retranchements avec 185km de voie ferrée. Ils sont situés à la moitié du front Lille-Belfort

Le 6 décembre 1915, réunion interalliée à Chantilly. Le but est d'épuiser les Allemands et de porter l'estocade finale. La réunion détermine les offensives pour les 3 commandants d'armée : la Somme pour Foch (Groupe d'armées du Nord), le Chemin des Dames pour Langle de Cary (Groupe d'armées du Centre) et Belfort pour Dubail (Groupe d'armées de l'Est).

Emile Driant connaît le problème Joffre avec l'affaire de Tombouctou de 1894.

Il est réintégré en 1914 au commandement des Chasseurs à Verdun. En décembre 1915 il se rend à la Commission de l'Armée où il critique le GQG et alerte sur la désorganisation à Verdun. Des délégués sont envoyés à Verdun, confirment la situation catastrophique,

Gallieni est informé et écrit à Joffre. Joffre répond que les défenses sont supérieures aux capacités allemandes, qu'il n'y a pas de crainte à avoir, et menace de démissionner. Poincaré et Briand veulent éviter une crise au Commandement, Gallieni doit assurer Joffre de sa confiance.

Joffre veut une offensive puissante avec les Anglais sur la Somme mais Poincaré s'inquiète de la situation à Verdun le 1^{er} janvier 1916. Castelnau visite Verdun le 23 janvier 1916 et ordonne des travaux urgents.

Le 21 février 1916, **Falkenhayn** déclenche l'opération Gericht (« Jugement ») et 2 000 000 obus sont envoyés. Les Allemands enfoncent les premières lignes, il ne reste que la ligne Castelnau après les forts désarmés par Joffre.

Langle de Cary gère la région fortifiée de Verdun depuis le 22 janvier 1916. Face à la catastrophe, il ordonne le repli sur les hauteurs de la Woëvre et propose de dynamiter les forts et les ponts de la rive droite de la Meuse. **Philippe Pétain** est chargé de garder la rive gauche. Le 24 février 1916, Joffre admet l'abandon de la rive droite, Castelnau se précipite à Chantilly où il réveille Joffre qui lui donne les pleins pouvoirs. Langle de Cary ordonne le repli sur Verdun et l'abandon de la plaine de la Woëvre vers 1h du matin. Castelnau se précipite au QG des armées du Centre et annule l'ordre de repli à 5h45. Castelnau nomme Pétain commandant de toute la Région Fortifiée de Verdun.

« La défense de de la Meuse se fait sur la rive droite » Pétain.

Dans ses *Mémoires*, Joffre s'attribue la défense de la rive droite.

Pétain utilise l'artillerie en réponse égale à l'ennemi, organise la rotation des unités de première ligne, démine et réarme les forts à partir du 1^{er} mars.

Le fort de Douaumont tombe le 25 février, vide avec 1 canon de 155mm et 50 territoriaux. Pétain charge le **chef de bataillon Dosse** de reprendre les forts. Pétain demande toujours de nouvelles unités (2/3 de l'armée française passe à Verdun), ce qui génère des tensions avec le GQG.

Le 28 avril 1916, Pétain est écarté, il est nommé commandant des armées du Centre et remplacé à la II^{ème} armée par **Robert Nivelle**.

Mais les Allemands attaquent Verdun par l'ouest où le fort de Vaux résiste. Castelnau veut que Joffre visite Verdun mais Joffre refuse.

Le 8 mai 1916, Joffre part à Londres pour s'entretenir avec le **général Haig** afin de planifier la bataille de la Somme. Le plan du GQG est de laisser les Allemands attaquer pour user et ensuite lancer l'offensive.

VI. Epilogue.

Le 16 juin 1916, la Chambre des députés vote les Comités Secrets pour contrôler la Défense nationale. Serge Maginot inaugure ces Comités en critiquant le GQG.

Verdun devait user les Allemands : 163 000 morts français/ 143 000 morts allemands.

La Somme devait soulager Verdun, mais les 42 divisions prévues sont réduites à 22 et le front est rétréci de 40 à 15km : les Anglais perdent 60 000 hommes sur la seule journée du 1^{er} juillet 1916.

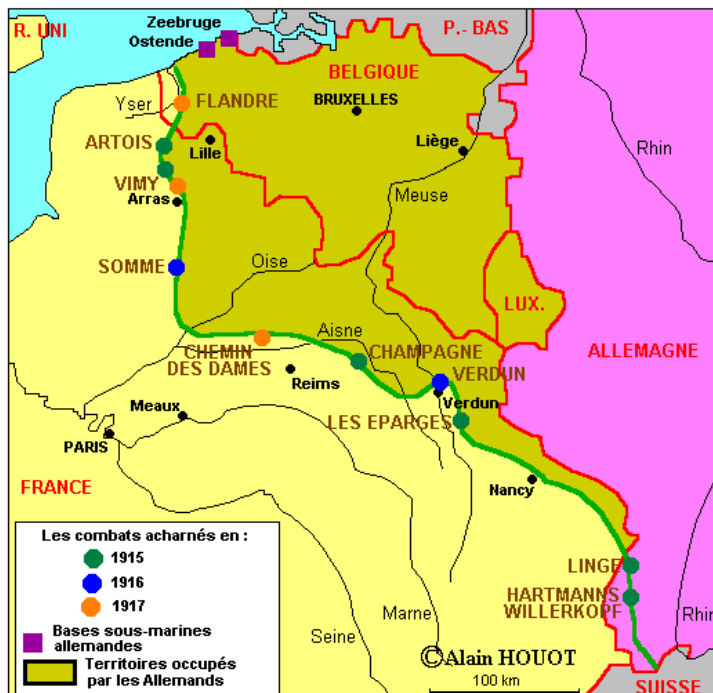
Entre juillet 1916 et novembre 1916, les alliés perdent 800 000 hommes, contre 540 000 pour les Allemands, pour 200 km² de gains.

Selon le rapport parlementaire de **Louis Marin**, entre février et décembre 1916, il y eut 876 000 Français mis hors-combat pour reprendre l'équivalent la superficie de Paris.

La colère des parlementaires monte, un nouveau gouvernement Briand est constitué. Le général Lyautey devient ministre de la Guerre le 12 décembre 1916, en remplacement d'une créature de Joffre, le général Roques.

Joffre choisit le Chemin des Dames pour la prochaine bataille. Il empêche Castelnau de lui succéder, favorise le **général Nivelle**, et fait relever Foch en lui attribuant la responsabilité de l'échec de la Somme.

La guerre à l'Ouest de 1915 à 1917



Nivelle remplace Joffre en tant que commandant en chef des armées le 25 décembre 1916, et supprime le poste de chef d'état-major des armées occupé par Castelnau.

Pour écarter Joffre du commandement, le gouvernement l'élève à la dignité de maréchal de France le 26 décembre 1916 et il entre à l'Académie française le 19 décembre 1918.

L'offensive du Chemin des dames est désapprouvée par Pétain, Castelnau et Franchet d'Esperey. Face à cette opposition, Nivelle

menace de démissionner, mais les ministres le supplient de rester. En mars 1917 le ministre de la Guerre Lyautey prend connaissance du plan d'offensive du Chemin des Dames, le désapprouve, et démissionne. **Paul Painlevé**, hostile à Nivelle, devient ministre de la Guerre.

L'offensive du Chemin des Dames est lancée en avril 1917. Les mutineries éclatent en conséquence de l'échec et des lourdes pertes de l'offensive. Le 15 mai 1917, Painlevé relève Nivelle et nomme Pétain commandant en chef des armées (chargé de la défensive) et Foch chef d'état-major général (chargé de l'offensive).

En septembre Painlevé devient président du Conseil, puis Georges Clemenceau lui

succède en novembre 1917.

Avec la révolution d'Octobre 1917 en Russie, un armistice est signé le 15 décembre 1917 entre la Russie et les Empires centraux. **Ludendorff** et **Hindenburg** rapatrient 200 divisions pour lancer des offensives en France en mars 1918.

Foch est nommé généralissime des armées alliées pour coordonner les efforts face aux percées allemandes. Le 14 juillet 1918 les corps francs du **sergent Darnand** font 27 prisonniers et s'emparent des plans de la 4^{ème} bataille de la Marne prévue pour le 15. Informé de l'attaque allemande, le **général Gouraud**, commandant de la IV^{ème} armée en Champagne, applique le plan défensif élaboré par Pétain. L'attaque allemande est enrayée et Foch lance une grande contre-offensive à partir du 18 juillet.



Face au repli et à la crise des effectifs allemand, Foch avait prévu pour le 14 novembre une offensive finale en Lorraine, commandée par Castelnau, et devant permettre de pénétrer en Allemagne et détruire la puissance militaire allemande. Les Anglais, inquiets de voir la France s'imposer en Europe, ont demandé à Clemenceau d'accepter la demande d'armistice allemande. Foch a suivi Clemenceau et signé l'armistice le 11

malgré les supplications de Pétain qui voyait dans cette dernière offensive la victoire finale face à l'Allemagne.

Pour le seul côté français, cette guerre aura fait 1 400 000 militaires tués, 4 300 000 mutilés, 600 000 veuves et 1 000 000 orphelins.